

**Pays :** Belgique

**Commission :** Conseil des ministres de l'économie et des finances

**Problématique :** Vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19?

La Belgique, autrement connue sous le nom du Royaume de Belgique, est un pays de l'Europe de l'ouest, bordé par la France au sud, les Pays-Bas au nord, l'Allemagne et le Luxembourg à l'est, ainsi que la mer du Nord à l'ouest. Elle est non seulement l'un des cinq pays fondateurs de l'Union européenne, mais Bruxelles en est aussi la capitale. La Belgique est une monarchie constitutionnelle fédérale dirigée par un chef d'État, le roi, et par un chef de gouvernement, le premier ministre, dans le cadre d'un système multipartite. Le premier ministre, Alexander de Croo, élu premier ministre le 1<sup>er</sup> octobre 2020, est un homme politique pro-européen d'inspiration libérale, qui a un grand respect pour les valeurs européennes.

La pandémie de COVID-19 a plongé l'économie planétaire dans sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale. Avec l'apparition de la Covid-19, qui a entraîné les confinements, de nombreuses difficultés sont venues et des problèmes économiques comme l'augmentation du taux de chômage, la fermeture des entreprises etc. Afin qu'on puisse résoudre ces problématiques-là, le "corona bonds" a été proposé par neuf Etats membres, dont la Belgique. Cette proposition a pour but de disposer d'une force de frappe financière importante pour faire face aux conséquences économiques de la crise sanitaire provoquée par la Covid-19 en mutualisant les dettes des pays membres de la zone Euro. La proposition faite par les neuf Etats membres a opposé l'Allemagne et les Pays-Bas, qui étaient contre cette proposition, à la France et l'Italie qui étaient pour. Berlin a refusé obstinément de s'endetter au profit des autres pays. Donc on peut en conclure qu'il y avait une diversité d'idées qui empêchait d'arriver à un accord.

Alors, considérant les enjeux que l'on vient de citer et les solutions inutiles créées pour résoudre la problématique, faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale afin de relancer l'économie européenne? Chaque pays a son propre avis sur cette question car ils sont tous dans un cas différent. Par exemple, des pays à forte industrie comme l'Allemagne, la Finlande ou les Pays-Bas, ont été très peu influencés en comparaison aux autres pays dont la principale source de revenu est le tourisme, tels que l'Espagne et l'Italie.

En Belgique, nos secteurs principaux ont été endommagés à cause de la Covid-19 comme de nombreux autres pays. N'oublions pas que si nous ne prenons aucune mesure, cette situation risque de s'aggraver de plus en plus jusqu'à un niveau où on ne peut rien faire. Nous, en tant que la Belgique, pensons, à cause des raisons que l'on a citées, qu'il faut qu'on applique le protectionnisme européen puisque les problèmes modernes nécessitent des solutions modernes. Nous visons à renforcer ces secteurs endommagés et à créer un Europe plus résiliente.

Le taux de chômage temporaire en Belgique a atteint environ 8% au mois de novembre en 2020 et il ne fera que se détériorer. C'est pour cela que l'on doit se mettre d'accord avec tous les États membres sur l'objectif de favoriser davantage les produits européens que ceux de l'étranger. Cet accord nécessiterait la confiance et la coopération totale entre tous les pays de l'Union européenne, ce qui semble dur à se réaliser en ce moment, considérant la diversité des opinions sur ce sujet. Si les autres pays sont d'accord, la Belgique y donnera le feu vert aussi.

Nous proposons d'augmenter les droits de douane pour rendre les produits faits sur notre territoire plus favorables, ce qui va se terminer par la diminution du taux de chômage et la création de nouveaux emplois à travers l'Europe. Mais cette situation du protectionnisme ne peut pas durer très longtemps parce qu'alors, il n'y aurait plus de compétitivité au sein de l'Europe. Donc, nous devons seulement donner à nos secteurs affaiblis le temps de se remettre sur la bonne voie, et de se développer jusqu'au niveau où ils seront capables de rivaliser avec les produits étrangers dans la concurrence internationale. Ainsi, on aura un Europe plus forte et compétitive, qui serait en faveur de tous les États membres.

En conclusion, on peut dire que l'on fait face à une situation jamais vue qui rend la vie plus difficile et qui endommage tous les domaines, celle d'économie n'étant pas épargnée. Comme nous en avons déjà parlé, nous pensons que le protectionnisme doit être appliqué pour construire une Europe stable et aussi afin d'aider nos citoyens. La Belgique invite tous les pays à se mettre en action pour empêcher l'aggravation de cette mauvaise situation économique. En tant que l'UE, c'est surtout pendant ces périodes que l'on doit se réunir et agir ensemble parce que l'on ne peut s'en sortir qu'ensemble.